

Politique, sociale ou purement criminelle, la violence s'impose partout en France. Est-il encore possible d'échapper à la spirale infernale ?



Les chiffres communiqués par le ministère de l'Intérieur la semaine dernière ont confirmé que la violence, est en nette augmentation en France. Et si le taux de violences criminelles enregistré a fortement augmenté entre 2018 et 2019, la violence a également revêtu de nouvelles facettes toutes autant sociales, que politiques.

Avec Edouard Husson

Avec Christophe Caupenne

Avec Xavier Raufer

Atlantico : Selon [les chiffres publiés par le ministère de l'Intérieur](#), le taux de délinquance est en nette progression en France. Comment l'expliquer ? Cette violence accrue dénote-t-elle le retour de la culture émeutière ?

Edouard Husson : Au Ministère de l'Intérieur, on a pensé naïvement que les chiffres passeraient inaperçus. Depuis qu'ils ont été repérés par la rédaction du Figaro -j'espère qu'Emmanuel Macron, après avoir fait l'éloge des « journalistes professionnels » par rapport aux « commentateurs » des « réseaux sociaux, ne va pas regretter- on a eu un effet d'annonce, avec peu d'explications. La montée repérée des violences sexuelles est-elle liée à un plus grand nombre de déclarations suite à l'intérêt marqué du gouvernement pour le sujet? Dans ce cas, les chiffres se rapprocheraient de la réalité sociale. Est-ce que l'augmentation des homicides et tentatives d'homicides vient du fait que la police, mobilisée par le mouvement des Gilets Jaunes, a été moins présente ailleurs? Ce sont des questions à creuser. Alain Bauer, dans « L'Opinion », commentant les chiffres, affirme que la violence individuelle, la violence politique et la violence sociale ont tendance à progresser parallèlement. C'est intéressant mais un peu court si l'on n'explique pas pourquoi. Je vous propose de faire un constat simple : le gouvernement, qui veut à tout prix récupérer les électeurs de la droite et du centre - l'électorat LR et celui du MODEM - sensible aux enjeux de sécurité, n'est pas à la hauteur des attentes de cet électorat.

Les violences politiques auxquelles nous assistons depuis que, le 24 novembre 2018, la police parisienne a reçu l'ordre de charger à froid les Gilets Jaunes, sont difficiles à faire entrer dans les statistiques officielles: ces dernières notent d'ailleurs une petite baisse des dégradations. En revanche, il faut bien prendre la mesure de ce que signifie la diffusion régulière, désormais, de violences contre des manifestants commises par des représentants des forces de l'ordre: cela donne un très mauvais exemple. Je suis frappé par la ressemblance de scènes prises en banlieue, où des voyous tabassent lâchement une personne isolée, et de ces nombreuses vidéos où l'on voit des policiers, CRS, BAC etc.... tabasser à plusieurs des manifestants isolés, même tombés à terre. Les manifestations de la violence, phénomène mimétique, sont universelles. Néanmoins on se demande dans quelle mesure la police française, souvent frustrée dans les banlieues, où elle a l'ordre de retenir les coups pour éviter émeutes et embrasements, a saisi l'occasion des cortèges de manifestants Gilets Jaunes ou, plus récemment, syndiqués, pour expulser sa frustration. Il est en tout cas certain que ce mauvais

exemple institutionnel ne peut qu'encourager la violence des jeunes gens dans les banlieues - et ceci d'autant plus qu'ils ont le sentiment, réel ou imaginaire, d'avoir été menacés dans les mêmes conditions par des policiers. Il faudrait aussi une enquête approfondie sur les pas de deux réguliers entre polices et anarchistes type Bloc Noir. Les militants d'extrême gauche sont connus, suivis, repérés avant chaque manifestation. Dans quelle mesure leurs débordements ont-ils été, l'année dernière, tolérés par le gouvernement pour discréditer, par contagion, le mouvement des Gilets Jaunes? On voit bien en tout cas, quels que soient les types de violence, le danger sans lequel se trouve l'Etat: perdre le « monopole de la violence légitime qui est l'une de ses raisons d'être.

Christophe Caupenne : La violence sociale ne repose jamais uniquement sur la volonté d'individus de commettre des actes criminels. Les causes sont multi factorielles.

La première cause tient au cycle d'évolution de notre société. Ce n'est pas un phénomène nouveau. Même si la fronde sociale actuelle est globalement bien encadrée par le gouvernement, l'histoire de France s'est bâtie sur la contestation du pouvoir. Chateaubriand, dans son *analyse raisonnée de l'histoire de France*, rappelait que « les forfaits n'inspirent d'horreurs que dans les sociétés au repos ; dans les révolutions, ils font partie de ces révolutions mêmes, desquels ils sont le drame et le spectacle. »

Aujourd'hui, nous sommes dans un nouveau cycle de confrontation avec l'ordre établi de l'Etat, dans lequel les citoyens adoptent une posture de défiance mais aussi de rejet des règles qui ont permis de faire fonctionner notre démocratie jusqu'à présent. Et devant l'intervention nécessaire des forces de l'ordre pour éviter tout débordement de violence, les contestataires réagissent en miroir, se croyant légitimes à user d'encore plus de violence, dans un fantasme de « légitime défense » face au pouvoir. Ainsi, le cycle de la violence se perpétue, se durcit et s'accélère, dès lors que l'usage de cette violence se banalise à chaque manifestation. La Rochefoucauld le rappelait en son temps : « Rien n'est plus contagieux que l'exemple ». Cela désinhibe les bons gens et pousse à l'expérience inflammatoire de la révolte.

Deuxième cause, l'équilibre de la répartition des effectifs de forces de l'ordre est perturbé du fait de leur continuelle sollicitation, semaine après semaine, dans le cadre des manifestations incessantes et de la menace terroriste grandissante. Une grande partie des ressources mobilisées abandonnent provisoirement les territoires de délinquance « structurelle » afin de se concentrer sur les missions de maintien de l'ordre et de présence dans les lieux publics. Le champ est alors libre pour les opportunistes qui profitent ainsi de l'absence des policiers et gendarmes dans un grand nombre de territoires à enjeux criminogènes.

La troisième cause de cette violence réside dans les clivages dus aux communautarismes, de plus en plus marqués et identitaires pour la population. A cela s'ajoute un manque total de sens dans la « vivre ensemble », l'absence de recul qu'alimentent les réseaux sociaux. La plupart des nouveaux médias en sont le reflet même. Ils donnent à voir ce que la population du zapping réclame, c'est-à-dire de la réaction immédiate, à chaud, sans analyse de fond sur le temps long, sans critique pertinente, car on ne surfe sur l'information qu'à coup de spectaculaire et de polémiques, sans se rendre compte que cela crée une musique de fond délétère dans la société et les esprits. Les sous-cultures communautaires deviennent parfois les seuls relais identitaires. Comme dans toute guerre de territoire, l'agressivité devient le premier mode de communication de toutes ces minorités, une posture qui s'impose par le rapport de force. Les minorités deviennent tyranniques, car elles sont surreprésentées médiatiquement. La majorité, quant à elle, reste silencieuse ou inaudible et au final, l'exercice même du pouvoir rend les édiles coupables de tous les maux. La haine devient le seul sentiment qui trouve à s'exprimer chez tous les frustrés d'une société qui a vendu à chacun l'illusion du progrès inconditionnel.

Xavier Raufer : Sans que le pitoyable M. Castaner ait eu le simple courage d'accepter sa responsabilité dans l'affaire, l'Intérieur publie en douce les pires chiffres d'une décennie sur le crime - car si l'on incendie, l'on assassine, l'on séquestre et l'on assiège les forces de l'ordre, plus d'aimables "déliants" ni de "délinquants" - bel et bien des crimes et des criminels, passibles de la Cour d'assises ; ce bien sûr, dans un pays doté d'une justice fonctionnelle.

Expliquer le désastre sécuritaire est enfantin : monarchie ratée, la France voit le sommet de son État vivre prosterné devant le souverain. Quand M. Macron dédaigne la sécurité - mépris du calvaire criminel subi par les Français remontant à M. Hollande - l'appareil d'État délaisse la sécurité. Au sommet de l'État, la cohorte de hauts fonctionnaires (préfets... directeurs d'administration centrale...) a vite saisi - comme corps, elle a de cela une pratique séculaire - le sens de la nomination de M Castaner et de Mme Belloubet aux deux postes cruciaux de l'État régalien, l'Intérieur et la Justice : moi, Macron, n'ai rien d'autre que ces deux médiocrités pour occuper les postes - et au fond, je m'en tape.

Exemple. Le chaos du Nouvel-An montre que la plupart des incendiaires et émeutiers proviennent des fameux "quartiers sensibles" - coupe-gorge où les forces de sécurité évitent de rétablir l'ordre. En dialecte bureaucratique, ces zones chaotiques relèvent de la "Politique de la Ville", volet préventif de toute stratégie sécuritaire. Or depuis son élection - trente-deux mois - M. Macron ne fait rien à ce sujet ; son "Conseil présidentiel des villes" agonise loin de lui, parmi des démissions en nombre.

Vendredi, des syndicalistes se sont introduits dans les locaux de la CFDT, la délinquance n'est donc plus le fait des quartiers populaires, comment expliquer que toute la société soit touchée ? Comment expliquer que la violence qui était à l'origine liée au crime et au délit soit désormais toute autant politique que social ?

Edouard Husson : Ce qui impressionne, dans l'occupation provisoire des locaux de la CFDT, jeudi 16 janvier, ou dans la tentative d'intrusion aux Bouffes du Nord, vendredi 17 janvier, c'est la présence de militants de la mouvance d'extrême gauche favorable au communautarisme musulman: Anasse Kazib, au siège de la CFDT; Taha Bahafs dans le théâtre où se trouvait le président de la République. Il y a bien une convergence des luttes, mais pas celle que l'on attendait. La mouvance « islamo-gauchiste » avait récupéré, au début de l'année 2019, une partie du mouvement des Gilets Jaunes, en tout cas dans les manifestations à Paris, comme en témoignent les insultes antisémites envers Alain Finkielkraut.

La violence politique est en train de se restructurer de différentes manières: il y a une violence sporadique et spontanée, qui a fait long feu, le versant « jacquerie » des Gilets Jaunes après que le gouvernement eut décidé, fin novembre 2018, de faire charger systématiquement les Gilets Jaunes par la police, non plus seulement à Paris mais dans l'ensemble du pays. Il y a une violence d'extrême-gauche, laquelle se décompose en deux branches: la violence anarchiste classique, type Bloc Noir et la violence inspirée par un islamo-gauchisme prêt à utiliser les conflits sociaux pour amorcer des déstabilisations au profit d'un projet d'implantation politique progressive d'un parti communautariste musulman. Comme le dit très bien Céline Pina sur son blog, cette démultiplication de

la violence politique est largement le fruit de l'incompétence et de l'arrogance des technocrates au pouvoir. J'ajouterai un autre facteur: l'incapacité de l'opposition de droite à canaliser et porter les revendications sociales des Gilets Jaunes (au départ un mouvement poujadiste); ou à défendre, au nom des valeurs de droite (la transmission, la solidarité entre les générations), un système de retraite par répartition qui soit bien géré.

Xavier Raufer : Devenue une médiocre école de commerce, l'ENA n'enseigne plus à ses élèves le sens même de cet État-nation dont, la première, la France fit aussi l'État de droit. Cela s'enseigne aux futurs dirigeants de l'État par la philosophie du droit - non sa pratique ni ses lois, mais son sens même ; ce à quoi sert le droit, cruciale clé de voute de la société. Ce concept d'État de droit est aisé à saisir. Lisons ceci : "Tout à l'heure, quand le tribunal aura levé séance, chacun d'entre nous rentrera chez lui – l'un d'un pas vif peut-être, l'autre lentement – sans s'inquiéter ni se retourner, sans avoir peur ni se demander si l'homme qu'il rencontrera est un ami pour lui ou pas, s'il est grand ou petit, s'il est vigoureux ou chétif, sans se poser aucune de ces questions. Pourquoi ? Parce qu'il sait, en lui-même, dans la ferme confiance qu'il a dans l'État, que nul ne viendra l'enlever, ni le frapper, ni lui faire violence ». Démosthène « Contre Midias », 348 av. JC.

Posée sur ce socle splendide, la philosophie du droit apprend que l'ordre est un tout ; que toute société - nulle exception à cette règle - édictant des lois inapplicables ; ou si sa justice en dédaigne certaines ; voit surgir, et vite, l'anarchie générale. On a de cela mille exemples, mais bien sûr, la plupart des actuels gouvernants l'ignorent, tout comme une société française qu'au fond, ils pratiquent moins que la City de Londres ou Wall Street.

Toujours plus graves et fréquentes, les émeutes des banlieues suscitent peu d'interpellations, moins encore de condamnations sérieuses. De là, les Black Blocks passent à l'action, puis les durs des syndicats ; ainsi de suite. Rien de nouveau : "De cité en cité, la guerre civile étendait ses ravages. Pour celles touchées les dernières, les factieux, instruits de ce qui s'était fait ailleurs, allèrent plus loin encore dans l'excès révolutionnaire, grâce à une technique perfectionnée de l'insurrection et à des méthodes de terreur inouïe... On prisait d'avantage les hommes sachant mener à bien des entreprises détestables en les couvrant de grands mots... C'est ainsi qu'avec les luttes civiles, toutes les formes de dépravation se répandirent en Grèce". "La Guerre du Péloponnèse", Thucydide, écrit cinq siècles avant notre ère.

L'année 2019 a été également marquée une hausse des actes anti-religieux, principalement antisémites et anti-chrétiens. Pourquoi ?

Christophe Caupenne : Notre société évolue au sein d'un espace géopolitique global, dans lequel s'affrontent plusieurs blocs idéologiques et religieux. Les États-Unis et leurs alliés ont lancé dès 2001 un processus de renversement de grands dictateurs au Moyen-Orient (Irak, Libye...), entraînant une forte déstabilisation politique dans ces régions. Passé l'euphorie de leur libération, les populations autochtones ont vite compris que le chaos engendre le chaos – tout du moins durant un certain temps- et qu'elles étaient les nouvelles victimes d'une multitude de métastases criminelles. Or, l'idéologie religieuse est un formidable leurre pour bon nombre de factions militaires, qui permet de déchaîner les masses populaires et de légitimer leur lutte dans un processus d'aubaine pour conquérir le pouvoir. L'ambition autorise tous les excès. Racine, dans Phèdre, précisait que « quelques crimes toujours précèdent les grands crimes et que quiconque a pu franchir les bornes légitimes, peut violer enfin les droits les plus sacrés ». Les guerres « religieuses » n'en restent pas moins des guerres... et c'est parfois la seule chose qui donne encore du sens à l'existence. L'habitude des combats gagne partout où s'exportent les hommes qui les pratiquent.

Ces idéologies, servies par des groupuscules violents mortifères, apportent leurs luttes aveugles jusque dans les champs démocratiques occidentaux, au cœur des communautés chrétiennes et judaïques, car ce sont celles qui sont les plus vulnérables.

Xavier Raufer : Analogue problématique : un pouvoir libéral-libertaire délaisse une jeunesse déboussolée. Fascinés par le morbide, le sanguinaire, certains jeunes forment de micro-sectes satanistes, animalistes, etc. L'ordre social - la criminologie dit "incapacitation générale", retient d'usage ces agités de passer à l'acte. Mais comme nul n'est plus puni de ses méfaits - sauf les Gilets Jaunes, féroce réprimés - ce passage à l'acte s'opère sans peine. L'"incapacitation générale" est aisée à comprendre : je volerais bien au supermarché, mais la crainte du vigile... la conduite au poste... mes parents humiliés devant m'y chercher... mon avenir compromis... sont les freins empêchant d'usage le citoyen juvénile de passer à l'acte. Maintenant, si le vigile regarde ailleurs... si le poste de police a flambé... si les parents s'en fichent et si l'avenir est bouché - plus de freins, plus de crainte. De là à incendier une école ou saccager une église, il n'y a plus loin.

Y-a-t-il une échappatoire possible à la spirale de violence actuelle ? Lors de situations similaires passées, quelles solutions avaient été mises en application ?

Edouard Husson : Si l'on veut une vue macropolitique, on constatera la décomposition sociale croissante. Elle est le fruit de politiques d'inspiration différente mais qui ont convergé pour accabler la société française: la destruction de l'Education Nationale, terriblement décrite par René Chiche dans son livre récent La « Désinstruction nationale »; l'immigration massive transformée en projet politique de la gauche alliée au patronat planifiant à courte vue; enfin la monnaie unique européenne. Chacune de ces politiques isolément était dangereuse pour la société. Leur combinaison a fait entrer notre pays dans une crise profonde, culturelle, sociale, politique, économique. C'est pourquoi il ne suffira pas, pour inverser la tendance, de mettre en place un nouveau plan sécurité. Prenez les voitures brûlées dans les banlieues des villes moyennes à la dernière Saint-Sylvestre: cette délinquance montre que ce ne sont plus seulement les banlieues des grandes villes qui sont concernées.

Comme le montre Emmanuel Todd dans son livre à paraître, « Les luttes de classes en France au XXI^e siècle », la France est touchée de manière homogène par les maux qui l'accablent. Ce qui ne veut pas dire que l'on devra mettre en place des remèdes homogènes centralisés. Il va falloir déconcentrer l'Etat, faire confiance aux forces sociales au niveau local. Il faudra, après le macronisme, un état d'esprit, une culture commune, celle d'un grand mouvement conservateur prêt à donner l'impulsion mais faisant confiance aux initiatives locales pour réparer le tissu social déchiré.

Christophe Caupenne : Cela me paraît extrêmement difficile d'imaginer une issue rapide au conflit social actuel, car il faudrait agir sur l'ensemble des causes de la violence pour arriver à mettre un terme à ce cycle. L'éducation reste, je le pense, le premier levier sur lequel il faudrait agir, pour que l'apprentissage s'adapte à ces nouvelles générations qui fonctionnent à une autre vitesse que toutes

celles qui les ont précédées. Mais il faudrait également y rattacher certaines valeurs qui ont été perdues petit à petit. Il faut redonner du sens à ce que cela signifie d'être Français et d'avoir des devoirs envers l'Etat et ses citoyens. Réinstaurer un temps de « service national », d'avantage tourné vers des actions civiques et collectives, serait peut-être un bon moyen d'y parvenir, car ce serait l'occasion de partager des projets de société communs, pour le bénéfice de tous, d'apprendre à se connaître au-delà des différences communautaires ou religieuses. C'était le sens du service militaire d'autrefois. Une formule hybride, basée sur l'apprentissage de la citoyenneté et du partage, est peut-être à réinventer ?

L'autre défi se situe au niveau de la justice. Là aussi, le chantier est vaste. Car la prison n'apparaît clairement pas comme une réponse satisfaisante à la montée de la criminalité. La prison reste cependant indispensable pour les criminels d'habitudes, pour ceux qui s'inscrivent durablement dans la transgression des lois ; ceux-là doivent être écartés de la société car ils constituent un danger majeur et/ou chronique. La justice doit alors rester sévère avec eux, si elle veut qu'elle soit crainte. Mais d'autres modes de contraintes doivent être envisagés pour les infracteurs occasionnels, par exemple en les faisant beaucoup plus participer à des travaux d'intérêt général au profit des collectivités, de l'état, ou d'organismes sociaux ou d'assistance. L'équation est complexe, mais elle doit être cherchée avec courage et détermination, car sinon, comme l'évoquait Raymond Aron, « quand les hommes ne choisissent pas, les événements choisissent pour eux ». Osons agir plutôt que subir.